

L'aristoloche

Journal instructif et satirique paraissant quand il veut n° 47

Rédacteur : Pierre de Laubier – Abonnement : pierredelaubier.e-monsite.com

24 juin 2018

« J'ai longtemps cherché le moyen de me faire haïr de mes contemporains. » — LÉON BLOY.

L'esprit de l'escalier

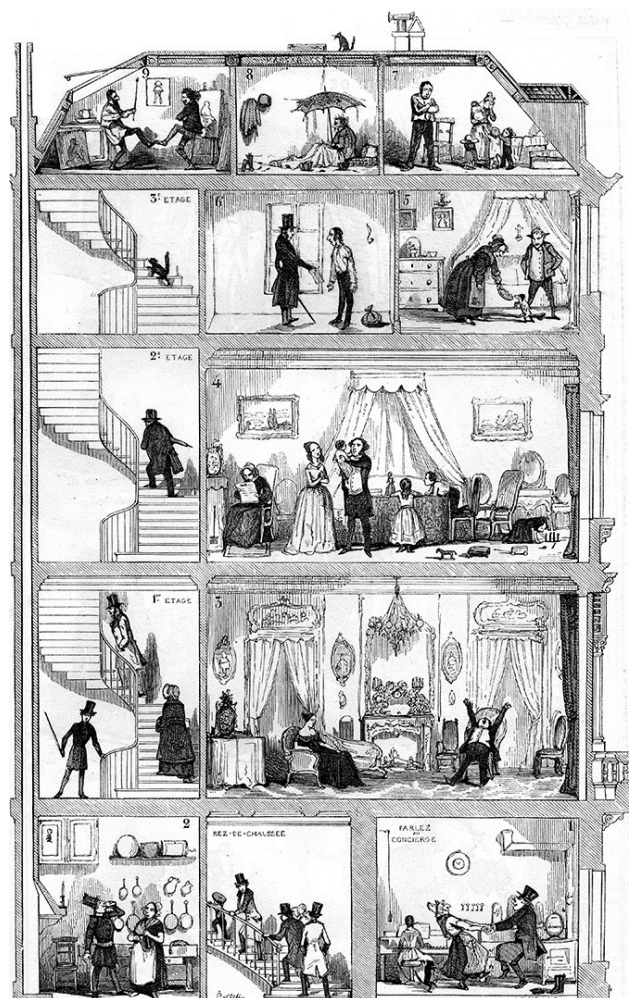
Certains naïfs croient que les gouvernements, et les hommes politiques en général, gaspillent les deniers publics. Non : ils les dépensent pour acheter les voix des électeurs. Ce qui est regrettable, c'est que, par ignorance, négligence ou esprit de routine, et en dépit de l'importance des fonds qu'ils s'approprient, ils peinent à atteindre les buts qu'ils se donnent. Les incohérences de la politique du logement en sont un exemple.

La politique du logement a deux vices. Le premier est que, pour satisfaire une partie de la population, on se met l'autre à dos (bien des déroutes électorales s'expliquent ainsi). Le second est qu'elle emploie des moyens compliqués pour atteindre des buts simples.

Desproges, l'analyste politique bien connu, a complété l'axiome selon lequel il faut « prendre aux riches pour donner aux pauvres », en ajoutant : « ... et réciproquement ». Voici comment il illustre cette pensée : « En temps de paix, les riches auront le droit de prendre la sueur au front des pauvres. Et en temps de guerre, les pauvres auront le droit de prendre la place des riches. Au front également. » Ainsi présentée, la chose est évidente.

Le gouvernement accorde des allocations aux nécessiteux, et va jusqu'à construire lui-même des logements qu'il leur loue à un prix modéré. N'importe quel économiste comprend que la première de ces mesures s'annule : subventionner les locataires, ou même les acheteurs, fait monter les prix en proportion et qui en profite ? Les propriétaires.

Comme les pauvres ignorent les lois de l'économie (sinon, ils ne resteraient pas pauvres), ils n'y voient que du feu, tandis que les riches sont satisfaits. C'est donc une manière comme une autre de contenter à la fois les uns et les autres.



Mais un tel procédé manque un des buts de la politique du logement : parvenir à la mixité sociale. Autrement dit, faire en sorte que les riches et les pauvres habitent les mêmes quartiers.

Construire et louer soi-même les logements paraît plus efficace. Mais l'erreur est de les réserver aux pauvres. D'abord, ça mécontente les riches ; ensuite, les mots *loyer* et *pauvreté* font mauvais ménage, si bien que la tentation est grande d'accorder les logements sociaux non pas aux plus pauvres, mais à ceux qui peuvent payer. Il serait plus honnête de carrément louer, voire prêter gratis les logements sociaux aux riches, dont l'avarice et la rapacité contrastent avec l'imprévoyance des pauvres. Ainsi, sacrifiant le confort à l'appât du gain, ils déserteraient les vastes logements qu'ils accaparent pour aller s'entasser dans les cages à lapins qui donnent aux banlieues leur caractère pittoresque. Et les pauvres n'auraient plus qu'à s'installer dans les appartements bourgeois du centre ville, dont les prix, c'est logique, seront en chute libre.

Le bonheur est dans l'escalier

Du coup, les riches coloniseraient les quartiers pauvres, tandis que les pauvres envahiraient les quartiers riches. La situation serait retournée, mais toujours sans mixité sociale. Remarquons au passage que ce sont les pauvres qui s'y opposent. Il suffit de traverser un quartier pauvre pour constater que rien n'est fait pour y attirer les riches : on a du mal à croire que ce n'est pas fait exprès, par un esprit d'entre-soi qu'on attribue à tort aux riches. A s'aventurer dans certains quartiers, le riche risque son portefeuille et parfois sa vie ; le pauvre, lui, est partout comme chez lui.

Du reste, les quartiers riches étaient autrefois mélangés. Ce sont les pauvres qui sont partis, et les riches qui sont restés. Or, l'absence de pauvres n'est pas une aubaine pour les riches. Depuis que les pauvres sont allés chercher l'espace et l'air pur en banlieue, les chambres de bonne ne trouvent plus preneur, ce qui est un manque à gagner. En outre, les employés de maison perdent un temps précieux en longs trajets, d'où une moindre disponibilité et une fatigue accrue. Résultat : le ménage est négligé, au point que les dames distinguées doivent tenir elles-mêmes le manche à balai et la queue de la poêle. Comme elles tiennent aussi les cordons de la bourse, elles y trouvent leur compte, sans se soucier du chômage qui augmente.

Et avec ça, la mixité sociale reste un vain mot. Pour trouver la solution, il suffit de se demander : jusqu'à quand les riches et les pauvres ont-ils cohabité ? Jusqu'à cette invention non pas sociale,

mais antisociale : l'ascenseur. On veut la mixité sociale ? Qu'on interdise les ascenseurs.

Le riche, on le sait, aspire à l'oisiveté. C'est pourquoi il dédaignait jadis les appartements des derniers étages. Mais, depuis qu'on a inventé l'ascenseur, il ne rechigne plus à habiter là où il peut jouir, par-dessus le marché, du ciel bleu et de la vue sur les toits, ce qui était auparavant le privilège des pauvres. Dans les annonces immobilières, la mention « étage élevé » attire désormais les riches au lieu de les faire fuir.

Mais qu'on supprime les ascenseurs et, en quelques semaines, les riches, par paresse à l'idée de gravir les escaliers (et même par impossibilité, en raison de l'embonpoint auquel leur gloutonnerie les condamne), laisseront la place aux pauvres.

De fond en comble

Non seulement la mixité sociale sera rétablie comme par enchantement, mais de nombreux problèmes connexes se trouveront résolus. Le matin, à l'heure de se rendre au travail, les pauvres descendront les escaliers en sifflant d'un cœur léger. Le soir, au contraire, ils retarderont la pénible ascension jusqu'au logis en s'attardant à l'atelier ou au bureau. De cette assiduité retrouvée découlera une augmentation de la production, sensible pour le patron, mais insensible pour le travailleur.

Cet exercice quotidien fera disparaître, chez les pauvres, tout risque d'obésité. La goutte et l'apoplexie redeviendront le privilège ou, pour mieux dire, la rançon de la richesse. Certes, l'âge venant, les pauvres peineront à remonter chaque soir jusque chez eux. Ils peineront, mais sans maugréer, car le gouvernement leur dit : « Pour votre santé, bougez plus ! »

Ce n'est pas le grand âge qu'on redoute, mais la décrépitude qui l'accompagne. Or, pour quelqu'un qui demeure à un étage élevé, rester en forme n'est pas un simple agrément. C'est une question de vie ou de mort. Dans *Murder is easy*, de M^{me} Christie, le meurtrier se débarrasse d'un vieillard cardiaque en accrochant un écriteau « hors service » à la porte de l'ascenseur. La généralisation de ce moyen simple, élégant et discret épargnerait aux pauvres vieillards, et surtout aux vieillards pauvres, les tourments d'une longue agonie sur un lit de douleur. Pensons aussi à l'angoisse des proches à l'idée de voir un maigre patrimoine rongé jour après jour par les frais médicaux. En pure perte, l'issue étant inéluctable.

Au lieu de cela, ils s'éteindraient d'un coup, sous le poids des ans et du filet à provisions, entre deux paliers, sous l'œil compatissant de leurs voisins, riches et pauvres confondus. ■